

Évolutions macroéconomiques et financières récentes

L'avènement de la pandémie de COVID-19 a provoqué un arrêt soudain des bonnes performances économiques du Mozambique. Selon les estimations, le PIB réel s'est contracté de 0,5 % en 2020, soit la première baisse enregistrée en 28 ans, après une croissance de 2,2 % en 2019. Le ralentissement noté dans les secteurs de la construction, du tourisme et des transports, ainsi que la diminution de la demande d'exportation de matières premières ont été les principaux facteurs de cette décélération. L'activité économique a également été affectée par l'escalade du conflit dans la province septentrionale de Cabo Delgado, qui a provoqué le déplacement de plus de 250 000 personnes et fait plus d'un millier de morts. La contraction économique devrait faire passer 850 000 personnes sous le seuil de pauvreté international en 2020, soit une augmentation de 1,2 point de pourcentage du taux de pauvreté qui atteindrait 63,7 %, selon la Banque mondiale, alors que le PIB par habitant devrait se contracter de -3,4 % en 2020.

Malgré une croissance négative, une légère augmentation de l'inflation est attendue, de 2,8 % en 2019 à 3,1 % en 2020, poussée par une dépréciation de 21,7 % du metical par rapport au dollar US. Le Comité de politique monétaire a réduit le taux d'intérêt directeur de 250 points de base de mars à août, l'amenant ainsi à 10,25 %, afin d'assurer la liquidité et de minimiser les risques de resserrement potentiels du crédit dans le secteur privé. Néanmoins, les prêts improductifs, qui étaient déjà élevés, atteignant 10,2 % en 2019, sont passés à 12,6 % en juin 2020, alors que les entreprises peinent à honorer leurs obligations.

Le solde budgétaire et le solde extérieur se sont tous deux détériorés. Le déficit budgétaire devrait atteindre 7,0 % du PIB en 2020, soit plus que le déficit de 2,7 % enregistré en 2019, en raison de la baisse des recettes découlant des allègements fiscaux et du ralentissement économique, ainsi que de l'augmentation de la dette publique, déjà élevée, atteignant 108,4 % du PIB en 2019. Le déficit de la balance courante devrait se creuser pour atteindre 30,8 % du PIB en 2020, contre 19,9 % en 2019, principalement du fait de la baisse des recettes d'exportation. Les réserves internationales sont restées au même niveau qu'en décembre 2019, soit une couverture de 7 mois jusqu'en novembre 2020, à l'exclusion des mégaprojets.

Perspectives et risques

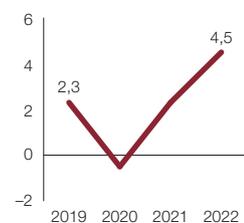
Les perspectives de croissance sont plus positives à moyen terme, avec une croissance attendue du PIB réel étant de 2,3 % en 2021 et de 4,5 % en 2022, date à laquelle le PIB dépassera son niveau antérieur à la pandémie grâce aux investissements gaziers. L'inflation devrait s'établir en moyenne à 5,3 % en 2021-2022, principalement sous l'effet de la demande intérieure pendant la reprise économique. L'augmentation de la croissance intérieure et de la demande internationale de produits de base devrait générer davantage de recettes fiscales et favoriser la reprise du processus d'assainissement budgétaire. Le déficit budgétaire se réduira alors à 5,4 % en 2021 et à 3,0 % en 2022. Le déficit de la balance courante tombera à 25,6 % en 2021, mais restera élevé, à 24,8 %, en 2022, au-dessus de son niveau antérieur à la pandémie d'environ 20 %. La pauvreté tomberait à 63,1 %.

Les principaux risques pouvant compromettre une telle reprise sont les chocs climatiques, la faiblesse des prix des matières premières et les perturbations militaires croissantes dans le centre du pays et dans le nord. Cela pourrait augmenter les dépenses militaires, perturber le commerce régional et limiter la création de contenu local et d'emplois associés à la chaîne de valeur des mégaprojets.

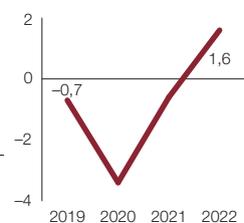
Questions et options de financement

Étant donné le budget national déjà limité et les niveaux élevés de la dette publique, le pays ne dispose que d'une marge de manœuvre fiscale réduite pour stimuler la croissance par le secteur privé et user des programmes sociaux pour accroître la couverture des groupes vulnérables afin de minimiser les effets à court et moyen termes de la pandémie. Pour ouvrir la voie à de telles politiques, le pays devrait poursuivre des options de financement soutenues par des subventions de la part des donateurs ou des prêts hautement concessionnels afin de réduire l'impact sur le budget pendant la crise, tout en permettant la reprise de la consolidation budgétaire à moyen terme. Les réductions du service la dette résultant du moratoire sur la dette du G20 devraient être utilisées pour compenser la perte de recettes fiscales. À moyen terme, le pays devrait envisager des politiques fiscales et budgétaires permettant de stimuler le secteur non extractif national afin de favoriser la création d'emplois et de réduire la vulnérabilité de l'économie face aux chocs sur les prix des produits de base.

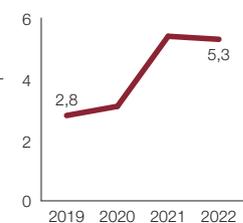
Taux de croissance du PIB réel (%)



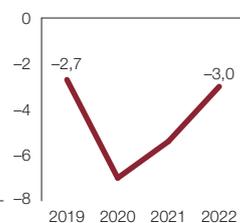
Taux de croissance du PIB réel par habitant (%)



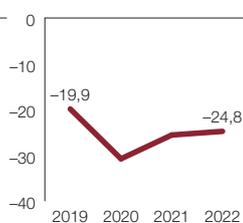
Inflation de l'IPC (%)



Solde budgétaire (% du PIB)



Compte courant (% du PIB)



Source : Les données datent de décembre 2020 et proviennent des autorités nationales ; données pour 2020 sont des estimations et données pour 2021 et 2022 sont des prévisions fondées sur les calculs des auteurs.